

Quelques réflexions sur les colloques internationaux de femmes

Yolande Cohen et Marie Belo

The authors reflect upon their experience of having attended international seminars on women. They examine the need for a diversified discourse which would reflect the multi-faceted nature of women's experiences in different cultures. Concern is voiced about the danger of imposing a single, uniform model of feminist behaviour in contexts in which it may be inappropriate.

While finding common points of experience on a relatively superficial level is not difficult, achieving any consensus in terms of conceptualizing and deepening our personal discourse is often elusive. The authors suggest that any feminist analysis of power must include the negotiations between men and women. Why continue to relegate such basic questions to the merely sociological level, when it is abundantly evident that they are crucial to the political decision-making process?

La diversité du discours devient une nécessité mal acceptée mais indispensable pour laisser place à la multitude des expériences, des projets et des vies des femmes.

A Groningen le fait de ne parler qu'anglais revêtit l'allure d'une hégémonie culturelle qui risquait précisément de pervertir le projet et l'envie de toutes celles qui viennent à un colloque international. Tout se passait comme si la formulation même des questions ne pouvait devenir problématique et posée en termes de "New Scholarship" que si elle adoptait le mode de pensée américaine.

Que les "Women's Studies" se soient développées récemment en terre anglo-saxonne, nul ne peut le nier. Qu'elles aient donné une impulsion considérable à l'essor de nos connaissances sur les femmes est non moins vrai. Pourtant, et c'est là que réside le danger, d'autres stratégies sont formulées ailleurs et retentissent encore d'un faible écho:

a) le biais des Women's Studies pour

poser le problème de la condition des femmes n'a pas nécessairement été emprunté partout. C'est le cas de nombreux pays dont la France, le Québec, certains pays d'Afrique francophone où les groupes de femmes se trouvent mieux dans des groupes mixtes de recherche interdisciplinaire, dans des types d'enseignement où la question des femmes est abordée avec les autres et qui ne conçoivent pas leur féminisme comme étant nécessairement séparé du reste de leur engagement social, éducatif etc . . .

Comment alors exprimer cette voix, quand le critère est celui du nombre de cours, d'articles, de revues, de brochures, de journaux publiés sur les femmes?

Les critères, les méthodologies, les problèmes des cours ne sont pas nécessairement ceux des autres. Il s'agit non seulement de le dire mais de l'écrire sans quoi l'uniformité, porteuse à court terme d'universalisme, nous guette tout autant que celui que nous avons dénoncé.

b) Pire encore, le problème fondamental souvent repris dans des communications et dont l'irruption a perturbé de nombreux colloques internationaux (à Montréal en 82 surtout) c'est l'irrésistible tentation qu'il y a eu "d'imposer" par un discours d'émancipation féministe un modèle quasi unique de comportement aux femmes. Ont été reléguées à l'arrière banc des doublement opprimées, les femmes qui dans le Tiers Monde mais aussi en Occident (ces femmes qui participent à la réaction) refusaient de s'identifier au discours féministe dominant. Moins visible aujourd'hui, parce que la critique des modèles dominants de la féminité est restée au stade critique et n'a pas érigé à la place d'autres modèles, cette tendance prend d'autres formes. Entre autres niveaux, celui de la recherche académique est déterminant. Toute recherche qui suit une méthodologie et une problématique égalitariste où mettant face à face

hommes et femmes on constate à l'envie qu'elles sont discriminées ici et là, qu'elles ne jouissent pas de droits égaux etc . . .

N'est-ce pas revenir aux anciennes formes de ségrégation que de se réunir en congrès, colloques pour trouver les forces de résistance qu'on ne peut plus développer par ailleurs?

Notre intention en posant ces quelques questions à propos du colloque international tenu à Groningen, est de poser une première marche pour une réflexion commune. En fait, nous nous trouvons là, des femmes qui depuis deux ans participent à des colloques sur ces questions. Nous nous rendions compte que dans sa pratique, son pays, ses origines, sa culture, son métier, chacune est traversée par des hypothèses qui en découlent. La tentative de trouver des points communs est assez facile d'un point de vue juste superficiel, elle traîne dès qu'on essaie d'approfondir, de conceptualiser, en fait de dépasser nos paroles personnelles.

Quelles femmes? Quel pouvoir? Quelle politique? sont les questions auxquelles nous nous heurtons. Au-delà de la dichotomie nature-culture, aujourd'hui dépassée, reste l'interrogation du savoir, si cela existe, des femmes. Pas évidemment dans le réel, car elles interpellent individuellement et collectivement toute notre société, de façon telle que personne ne peut plus maintenant passer à côté, voire prendre position. Mais peut-on en parler comme d'un tout? Que la matière, les enfants, la culture, l'homme, existent comme concepts opératoires auxquels on se réfère avec un minimum de convictions, ne fait pas de doute. Mais les femmes? De quoi parle-t-on? De leur corps? de leur biologie? de leurs fonctions? de leurs conditions de vie? Des mères? des épouses? des femmes? d'une classe sociale? de leur spécificité? de leur désir? de tout cela ensemble? Ou encore



Credit: Anne S. Walker, Director, International Women's Tribune Centre

de quelque chose d'autre qu'on n'est pas encore arrivé à bien saisir? Parler des femmes, n'est-ce pas, en effet, repenser de quoi on parle, quand on parle du genre humain? N'est-ce pas repenser de quoi on parle quand on dit "homme"? Mais comment et par où le saisir? Question où il est clair qu'on tourne autour de ce concept qu'on voudrait pourtant universel – les femmes.

Une des évidences dans les colloques où nous nous sommes rencontrées est la différence des positions d'où peuvent parler les femmes. Si on analyse les différentes positions, on y trouve fondamentalement deux sortes de discours féministe par rapport au pouvoir politique. Le premier, qui englobe la plus grosse partie du discours, est un discours centré, tourné vers le pouvoir, face au pouvoir. Soit qu'on essaie d'y participer, de faire une carrière politique dans le contexte des institutions existantes du pouvoir; soit qu'on tienne un discours type gauchiste, de contre-pouvoir, fondamentalement critique et négateur des positions masculines. Soit qu'on essaie une politique à l'intérieur des institutions qui interpelle le côté sexué des institutions en essayant de déconstruire la marque exclusivement masculine; soit encore qu'on privilégie le discours de l'égalité dans le travail, la famille et la sexualité dans la base des revendications égalitaires précises.

Le piège que sous-tendent ces discours devient évident dans ces colloques. On est entre femmes et comment se parler si on est habitué à être positionnées seulement face aux hommes? De quoi parle-t-on et à qui parle-t-on entre nous? L'homme devient là souvent le grand absent qui nous tient ensemble, qui nous permet de nous entretenir. Et notre parole

de sujet est souvent alors aliénée. On répète les discours que nous tenons ailleurs mais qui là, n'ont plus leur sens.

Par ailleurs, aussi bien à Lisbonne qu'à Groningen, ce genre de discours fait surgir entre nous les difficultés propres à la politique du pouvoir institutionnel. A Lisbonne, c'étaient les problèmes Nord-Sud, Est-Ouest, qui passaient dans nos rapports, comme si on devait refaire ce que les grandes conférences d'UNESCO font. A Groningen, on s'est rendu compte, en plein congrès, que le mode d'organisation, en mettant l'anglais comme langue unique, conditionnait complètement la parole, les rapports, créait sans qu'on l'ait souhaité, un discours dominant, culturellement marqué. La tentative dans un des groupes, de mener la discussion en français, a abouti à une division en deux positions, l'une défendue en anglais, l'autre en français. Mais ce sont les rapports eux-mêmes, qui au-delà de la solidarité évidente, étaient teintés de la façon dont en fait, le monde de la politique masculine nous marquait.

Il y a une autre sorte de discours qui se tient à partir d'une position plus sexuée. C'est le discours tenu par les femmes pour elles-mêmes, à partir d'une position centrée sur elles, et non sur le mode et le monde masculins. Ce discours se manifeste encore très peu et bien qu'il ait été assez important à Lisbonne, où le groupe était petit et homogène, il était loin d'être général. A Groningen, il est apparu par bribes, dès qu'une brèche s'ouvrait, mais c'est surtout dans les corridors qu'il a été soutenu avec plus de force qu'à Lisbonne. Curieusement le même phénomène s'est produit à Lisbonne et ces conversations de corridors ont très certainement influencé le dis-

cours tenu pendant les séances de travail.

Les concepts les plus féconds sont ceux qui sont ambigus, a dit un jour un physicien, les des définitions rigides et stériles. Les concepts qui tentent de recouvrir la réalité du pouvoir sont légers. Dans une étude récente John Gaventa réussit à les catégoriser sans toutefois en réduire le sens. Il distingue trois types d'approche qui ont toutes le mérite d'inclure à un niveau ou à un autre le pouvoir et le contre pouvoir ou du moins, dans ses termes, le pouvoir et le non pouvoir (unidimensionnel, multidimensionnel, pluridimensionnel). Il inscrit ainsi sa recherche dans un courant de pensée de plus en plus actif et productif, celui qui, porté par des mouvements sociaux contestataires en émergence ont ouvert une brèche à la fois dans le système politique devenu à leurs yeux traditionnel, et sa conceptualisation.

Au centre de ce questionnement se trouve reposé le problème de la répartition des pouvoirs entre l'Etat et les acteurs sociaux mais aussi de l'origine de ce ou ces pouvoirs. Pouvoirs sur, contre ou avec, ces différentes combinaisons s'articulent souvent ensemble pour donner des constructions sociales et politiques particulières.

C'est à une de ces déconstructions qu'il s'agit ici de faire place: les mouvements féministes se sont attachés à dénoncer sous le terme générique de patriarcat le rapport de domination exercé sur les femmes par les hommes. Ils posaient ainsi le pouvoir des uns sur les autres à partir de la distinction sexuelle. Les limites d'une telle définition sont très vite apparues: si elle avait l'avantage d'introduire dans l'appréciation politique la dimension sexuelle, l'idéologie d'émancipation à laquelle on faisait

appel restait, elle, trop exclusivement connotée politiquement pour agir effectivement comme modèle nouveau de libération.

En effet la revendication de l'égalité des droits a une longue histoire derrière elle; en plus de faire appel aux concepts fondamentaux de l'égalité de tous devant la loi, garantie par les constitutions de nombreuses démocraties occidentales, les mouvements qui s'en réclament se réfèrent explicitement à l'application stricte de leurs droits garantis par le système politique.

Dès lors on a vu et on voit encore les mouvements féministes osciller entre le pouvoir et le contre-pouvoir, voulant souvent utiliser les deux places pour s'en approprier ou en contester les effets. A cet égard la comparaison Europe-Amérique et surtout France-États-Unis est extrêmement révélatrice. Pour les premiers l'ambivalence des pratiques et des discours est le mode approprié de fonctionnement, pour les autres, c'est la bête noire qu'il faut bannir au nom d'une plus grande efficacité. Peu à peu se dégage de cette dernière démarche un réseau de représentations qui fait convoier un modèle féminin/féministe d'intégration politique. Or ce projet largement discuté à tous les niveaux de la société – les colloques, congrès officiels institutionnels et para . . . en sont le lieu privilégié – vise à assigner aux femmes un discours, une politique, un pouvoir particulier appuyé sur une réalité qu'elles revendiquent aussi et qui font de l'égalité hommes/femmes la pierre angulaire du bon fonctionnement de la société démocratique.

Pourtant, et c'est là une des contradictions les plus lourdes de conséquences, cette même société démocratique s'est érigée sur la séparation des sexes (voire même en l'approfondissant en ségrégation) et en a fait, comme la société libérale sur la séparation des riches et des pauvres, un de ses principes d'existence et de survie. Or l'égalité abolit en quelque sorte la séparation ou du moins tente de la nier. Le projet féministe est-il alors subversif au point de promouvoir l'égalité comme forme ultime de combat pour la démocratie? S'inscrit-il dans la critique désormais séculaire de la démocratie formelle? Ou en déborde-t-il le cadre par le fait même qu'en proposant la réalisation de ce projet il en détruit l'effet? Car comment une société peut-elle se réaliser si elle supprime le conflit sexuel? Quelle serait la fonction d'un Etat, si ce n'est d'arbitrer ce conflit, et de vouloir en

harmoniser les intérêts, et en rétablir l'équilibre?

Judith Astellara me disait à Groningen que c'était en cela que le mouvement féministe est le plus subversif: parce qu'il revendique l'égalité des hommes et des femmes face aux pouvoirs, le mouvement féministe développe une manière d'égalité entre les sexes, qui à plus ou moins long terme désarçonne, déstabilise les institutions et même les fonctionnements inter-individuels établis sur la différence. Elle en développe certaines implications dans l'analyse qu'elle fait du rôle des femmes espagnoles dans la transition démocratique.

En effet, et c'est visible dans d'autres communications, des groupes de femmes participent aussi activement que les hommes dans ces moments de rébellion contre l'ordre établi pour revendiquer mais aussi faire passer dans la pratique les idéaux de justice, de liberté, d'égalité.

Mais la question qui reste posée, c'est comment se soumettent-elles à une image de la féminité qui, traduite en termes de pouvoir ne leur assigne qu'une part réduite sinon risible de son exercice?

Comment s'est construite parallèlement et même de façon concomitante une idéologie de renforcement des droits des femmes par leur soumission au pouvoir des hommes?

A quels mécanismes de consentement fait-on appel chez les femmes pour qu'elles se proclament suffisamment fortes et "powerful" en restant ce qu'elles sont (en élevant leurs enfants) et se "désintéresser" des problèmes politiques? L'ampleur de ce phénomène et son utilisation massive par les politiciens au 20e siècle nous forcent à en examiner la nature.

Il s'agit là de rompre avec une habitude déjà forte qui consiste à refuser d'en faire l'analyse circonstanciée sous prétexte que le phénomène relève "simplement" d'une manipulation politique, de la répression ou de l'aliénation des acteurs sociaux.

En incluant dans l'étude des rapports de pouvoir et des formes du politique le consentement de certains groupes de femmes à poursuivre des objectifs et à servir des intérêts autres que les leurs, on perçoit alors que dans les deux cas (celui de la revendication de l'égalité comme celui où on glorifie avec elles leur différence) elles sont réduites à épouser d'autres causes que la leur propre. (Notons en passant qu'elles sont encore plus proches de ce qu'elles croient être

dans le second cas que dans le premier).

Ce n'est donc pas un hasard si pour elles la politique est donc synonyme d'étrangeté: elles n'y interviennent que très rarement sur des problèmes qui les préoccupent. Sans doute alors doit-on trouver d'autres modes d'interprétation qui tiennent compte de leur intervention spécifique; car que signifierait une analyse du pouvoir qui ne fasse pas état des négociations que les femmes font avec les hommes? Comment ne pas intégrer les stratégies, les forces, les buts que les femmes développent pour apprécier la vie politique? Pourquoi continuer à reléguer ces problèmes aux simples niveaux du social ou aux niveaux de la socialisation politique quand à l'évidence ils se répercutent avec fracas dans la prise de décision politique.

Yolande Cohen est professeure d'histoire à l'UQAM à Montréal.

Marie Belo est psychanalyste et professeure au Département d'études portugaises de l'Université de Lisbonne.



Credit: CUSO